



ASSEMBLÉE NATIONALE

9ème législature

Formation professionnelle

Question écrite n° 59895

Texte de la question

M Michel Voisin appelle l'attention de M le ministre des affaires sociales et de l'intégration sur la situation des travailleurs sociaux au regard de leur formation. En effet, chacun s'accorde à reconnaître - en cette période où le nombre de chômeurs et de cas sociaux va croissant - la nécessité de faire appel à des personnels qualifiés, aptes à aider ces personnes en difficulté. Or, si les jeunes avouent un intérêt croissant pour ces professions sociales, les centres de formation de travailleurs sociaux se heurtent à de graves problèmes d'ordre financier. Leurs charges prévisionnelles pour 1992 ont augmenté de 10 à 15 p 100, tandis que les subventions ne connaissent qu'une réévaluation de 1 p 100 par rapport à l'exercice précédent. Quant aux crédits pour la formation permanente, ils se voient amputés d'un tiers pour l'année 1992. Le bon fonctionnement de ces centres risque donc d'être remis en cause. Aussi, considérant l'importance de ces professions, il lui demande quelles mesures il entend adopter pour permettre aux centres de formation de travailleurs sociaux de poursuivre leur mission dans des conditions satisfaisantes.

Texte de la réponse

Reponse. - Le fonctionnement des centres de formation des travailleurs sociaux est financé principalement par l'Etat. Selon les activités annexes développées par chaque établissement, des financements complémentaires peuvent être assurés par d'autres partenaires, collectivités territoriales notamment. Plus de 405 MF ont été prévus pour la formation initiale dans la loi de finances pour 1992. D'autre part, le Gouvernement, conformément au « Plan d'action pour les professions de l'action sociale » signé en décembre 1991 avec les principaux syndicats représentant le secteur, a débloqué 20 MF supplémentaires pour les centres de formation afin d'améliorer leur fonctionnement et d'accroître de façon sélective les effectifs d'élèves d'environ 10 p 100 globalement. Pour ce qui concerne la formation professionnelle, la dotation 1992 (20 MF) sera prioritairement utilisée pour le financement des formations qualifiantes (CAFDES, DEFA, DSTS notamment) et pour les programmes de préformation de 400 jeunes issus de quartiers défavorisés. Au total, 3 806 stagiaires seront formés cette année. Elle sera répartie au niveau des directions régionales des affaires sanitaires et sociales pour tenir compte des besoins réels des centres et permettre l'accroissement des capacités. Au total, les crédits atteignent 425 MF pour 1992, soit une hausse de presque 7 p 100 par rapport à 1991. Avec la consolidation de la dotation de 20 MF en 1993, les centres de formation pourront ainsi repartir sur de bonnes bases. De nombreux centres de formation font état à l'heure actuelle de difficultés budgétaires dont il convient d'analyser les causes (structurelles ou conjoncturelles). À cet égard, il faut noter que depuis 1984, le nombre de sections de formation (toutes professions confondues) a augmenté de 11 p 100 alors que les effectifs d'élèves formés n'ont progressé que de 3 p 100. La mise en place généralisée de la comptabilité analytique dans les écoles devrait permettre de cerner avec précision la situation financière de l'appareil de formation agréé par le ministère. Par ailleurs, une réflexion sur le statut et le financement des écoles est engagée, dans le cadre du plan d'action pour les professions sociales, par un groupe de travail placé auprès du directeur de l'action sociale.

Données clés

Auteur : [M. Voisin Michel](#)

Circonscription : - Union du Centre

Type de question : Question écrite

Numéro de la question : 59895

Rubrique : Professions sociales

Ministère interrogé : affaires sociales et intégration

Ministère attributaire : affaires sociales et intégration

[Date\(s\) clé\(s\)](#)

Question publiée le : 13 juillet 1992, page 3079